

PINAR SELEK, UNE VIE D'EXIL

Propos recueillis par [Clotilde Lemarchant](#)

La Découverte | « Travail, genre et sociétés »

2018/2 n° 40 | pages 5 à 22

ISSN 1294-6303

ISBN 9782348040801

DOI 10.3917/tgs.040.0005

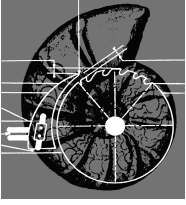
Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2018-2-page-5.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



PARCOURS

PINAR SELEK, *UNE VIE D'EXIL*

PROPOS RECUEILLIS

PAR CLOTILDE LEMARCHANT

Pinar Selek est bien connue des milieux intellectuels français pour être une figure emblématique de la lutte contre la répression faite aux intellectuel·le·s et militant·e·s en Turquie. Plusieurs collectifs d'universitaires français soutiennent ses travaux, ses combats et ses démarches¹. Arrêtée en juillet 1998 pour n'avoir pas voulu livrer les noms des militant·e·s kurdes qu'elle avait interviewé·e·s dans le cadre d'une de ses recherches de sociologie, elle a été emprisonnée deux ans et demi, torturée, accusée à tort de terrorisme, acquittée, puis accusée de nouveau, en une guerre des nerfs qui s'éternise depuis vingt ans et où s'affrontent Cour d'assises, Cour pénale et Cour de cassation. Elle est acquittée pour la quatrième fois en décembre 2014, mais le procureur fait de nouveau appel, la Cour de cassation publie en janvier 2017 son réquisitoire et demande une condamnation à perpétuité. Exilée en Allemagne depuis 2008, puis en France depuis fin 2011, cette femme de 46 ans a désormais obtenu le statut de réfugiée en 2016 puis la nationalité française en 2017. Avant sa période d'exil, elle a vécu à Istanbul, sauf pendant les deux premières années de ses études supérieures à la faculté de sociologie d'Ankara.

Pinar Selek est militante et sociologue – et *vice versa*. Chez elle, l'un se nourrit de l'autre car, du fait de ses lectures précoces et

¹ <<https://blogs.mediapart.fr/pascal-maillard/blog/160917/la-coordination-des-collectifs-de-solidarite-avec-pinar-selek-est-nee>>. Voir aussi : <<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/130417/pinar-selek-symbole-de-la-resistance-democratique-en-turquie>>.

expériences traumatisantes, elle veut penser l'urgence. Elle concilie une connaissance intellectuelle et charnelle des réalités sociales. Féministe, pacifiste, écologiste, elle appartient à cette génération qui souhaite ajouter une grille de lecture en termes de genre aux thèses marxistes qui prévalaient lorsqu'elle était enfant dans les milieux turcs critiques envers le pouvoir. Fine lectrice, entourée de grands noms et d'intellectuel·le·s turc·que·s célèbres invité·e·s dans la maison familiale de son enfance, elle pressent très tôt qu'il faut poursuivre les analyses pour comprendre l'ordre social et le changer, souhaitant articuler une analyse en termes de luttes des classes avec d'autres rapports sociaux, non secondaires. Turque et citoyenne du monde malgré elle, par l'exil, elle traverse les classes sociales, noue des amitiés durables qui transcendent les rapports de classes, à l'université comme dans la rue. Pinar Selek est à l'aise partout. Écrivaine et conteuse, elle nous parle en un français fluide qu'elle a étudié dès le collège. Un français maîtrisé mais saccadé par l'émotion découlant de l'évocation de ses drames et de ceux de son pays qu'elle n'a jamais pu revoir depuis dix ans...

« Notre pays n'a pas besoin de sociologues » a dit un ministre turc dans les années 1980. La trajectoire sans concession de Pinar Selek montre combien les sciences sociales peuvent être inquiétées par les gouvernements dès que les temps se durcissent.

Clotilde Lemarchant

BIBLIOGRAPHIE

Pinar SELEK, 2017, *Verte et les oiseaux*, Sainte Jalle, Éditions des Lisières.

Pinar SELEK, 2015, *Parce qu'ils sont arméniens*, Paris, Éditions Liana Levi.

Pinar SELEK, 2014, *La maison du Bosphore*, Paris, Éditions Liana Levi.

Pinar SELEK, *Les possibilités et les effets de convergences des mouvements contestataires sous la répression*, thèse de sciences politiques soutenue le 7 mars 2014, Université de Strasbourg.

Pinar SELEK, 2013, *Service militaire en Turquie et construction de la classe de sexe dominante. Devenir homme en rampant*, Paris, L'Harmattan.

Pinar SELEK, 2012, « *Loin de chez moi mais jusqu'où ?* », Paris, Les éditions iXe.

Pinar SELEK, « Travailler avec ceux qui sont en marge ? », *Socio-logos* [En ligne], 5 | 2010, mis en ligne le 06 novembre 2010, consulté le 29 novembre 2017 <<http://socio-logos.revues.org/2505>>

<<https://pinarselek.fr/>>

Clotilde Lemarchant : *Pour commencer, peux-tu préciser ta situation actuelle. Est-ce que tu as obtenu ce statut de réfugiée pour lequel tu as fait une demande ?*

Pinar Selek : Oui. Je suis venue en France en 2012, fin 2011, parce que j'avais un procès depuis très longtemps, depuis 1998, à cause de mes recherches, parce que j'ai refusé de divulguer les noms de mes interlocuteurs. Je faisais une recherche sur le mouvement kurde. Je travaille beaucoup sur l'action collective et cette fois-là, j'avais parlé avec de nombreux militants kurdes. Et quand j'ai fait cette recherche, les policiers ont confisqué tous mes documents, ils m'ont torturée gravement... Maintenant, je porte ça... Ils m'ont brisé vraiment le corps... J'ai réussi par hasard à ne pas leur donner les noms, à eux, par hasard...

CL : *C'était la cause de cette torture, le fait que tu refusais de donner les noms ?*

PS : Oui, oui ! Parce que j'avais beaucoup de relations avec différents milieux. J'étais jeune mais très active, donc ils ne voulaient pas que je sois un exemple pour les autres chercheur-e-s, les jeunes chercheur-e-s. Être sociologue en Turquie c'est très difficile... Il y a un sociologue par exemple, Ismail Beşikçi, qui a été vingt-deux ans en prison, à cause de ses livres ; directement, uniquement à cause de ses recherches.

« J'ai grandi dans une maison où il se passait beaucoup de choses... »

PS : J'ai grandi dans ce débat-là. Mon père était en prison². J'avais 9 ans quand il est parti en prison. Il est avocat. Et ma mère était très active aussi : pharmacienne et féministe. J'ai grandi dans une maison où il se passait beaucoup de choses, où venaient beaucoup de gens, et je me posais beaucoup de questions. Quand est survenu le coup d'État militaire de 1980, l'ambiance à la maison a changé : avoir un livre d'Aragon constituait un délit ! Et je ne parle pas de celui d'Éluard qui parlait de liberté, d'égalité... Tout était interdit ! Nous avons vécu le 1984 de Georges Orwell... Tout était interdit !

CL : *Tu parlais plusieurs langues ?*

PS : Je suis allée dans une école française après le primaire, au collège et au lycée.

CL : *Et tes parents, ils parlaient français aussi ?*

PS : Non, mon père était plutôt anglophone, ma sœur aussi. Si ma mère avait appris le français au lycée, elle l'avait complètement oublié. Ce n'est pas le français qui m'a attiré, c'était une autre chose : à l'âge de 10 ou 11 ans, j'ai lu un livre de Diderot, *La Religieuse*, qui m'a beaucoup marquée. Diderot critiquait les religieuses. Je n'avais jamais vu une religieuse, en vrai. Une curiosité énorme m'a pris. Et je voulais voir une religieuse (rires) ! J'ai mené une petite enquête et on m'a dit qu'il y avait des bonnes sœurs à Notre-Dame de Sion [un lycée français d'Istanbul]. C'était un peu symbolique... Mon père m'écrivait des lettres de la prison pour me convaincre de ne

² Le père de Pinar Selek, Alp Selek, avocat et défenseur des droits humains, est arrêté après le coup d'État militaire de 1980 et détenu pendant cinq ans.

pas aller dans cette école parce qu'il savait que ma mère avait des problèmes d'argent. Mais ça, je ne le savais pas...

CL : Tu as combien de frères et sœurs ?

PS : Nous sommes deux frangines qui avons vécu toute l'histoire ensemble. Elle est mon avocate maintenant. Elle est plus jeune que moi, de deux ans, mais elle est autoritaire (rires) si je fais des bêtises ! Entre nous, c'est la rigolade toujours. Elle est féministe, elle n'a pas fait d'enfant. Elle est avocate comme plein de féministes. Elle est très active aussi. La différence, c'est qu'elle était plus « technique » que moi. En mathématiques, elle était meilleure que moi. Elle avait une intelligence mathématique géniale ! C'était un petit génie.

CL : Elle est venue te voir en France ?

PS : Elle vient souvent, ah oui ! On est deux complices ! Quand on est ensemble, personne ne nous comprend, même en turc, on a un langage (rires). Quand elle vient, je me sens enfant, on redevient petites. Je suis une fille qui a beaucoup de chance dans la vie, parce que je ne l'ai pas choisie, ma famille. Depuis mon enfance, ils étaient déjà là.

Devenir sociologue en hommage à Behice Boran

PS : J'ai décidé quand j'étais enfant d'être sociologue parce que je connaissais une grande dame, Behice Boran, sociologue, universitaire et amie de mes parents. L'école de sociologie, à cause d'elle, était fermée parce qu'elle a parlé de social. Elle n'a pas fait de communisme, mais elle a parlé de social. Donc c'était un métier dangereux... Elle est morte en exil. Il y avait un million de personnes en prison...

CL : Après le coup d'État militaire de 1980 ?

PS : Oui. Tout le monde n'a pas résisté mais beaucoup de personnes sont restées cinq six ans en prison et trois ou quatre cent mille personnes en exil... Et Behice Boran qui était dans notre maison à Istanbul... Je savais mais je ne comprenais pas très bien. Vers l'âge de 12 ou 13 ans, j'ai commencé à lire des choses sur elle et j'ai compris ce qu'elle racontait, j'ai fait le lien et j'ai compris que, à cause de ses recherches, l'état-major de notre pays a dit que notre pays n'a pas besoin de sociologues...

CL : Quand est-ce qu'il l'a dit ?

PS : C'était au moment du coup d'État, en 1980. J'ai grandi en étant témoin de ces répressions. Beaucoup de sociologues avaient plein de problèmes avec la justice autour de nous. Et moi, j'ai décidé d'être sociologue parce que je voulais comprendre... Je lisais beaucoup mais je voulais structurer mes connaissances. Ma famille était plutôt de gauche mais le féminisme m'intéressait beaucoup aussi. Il y avait plein de problèmes et les explications qu'on me donnait autour de moi ne me suffisaient pas.

CL : *Qu'est-ce qu'on te donnait comme explications autour de toi ?*

PS : C'était plutôt des explications marxistes. C'était bien mais ça ne me suffisait pas. Je voulais aller plus loin, mieux comprendre les sociétés. J'avais besoin d'outils plus riches. Et je suis allée directement à Ankara, à la faculté de sociologie qui avait fermé puis qui avait pu ouvrir à nouveau. Je me suis dit : « Je vais commencer là où on avait perdu ; je veux continuer cette histoire ». J'ai passé les concours d'entrée, en 1992, et j'y suis restée deux ans. Chez nous, la licence, c'est quatre ans. J'ai fait deux ans là-bas mais c'était une sociologie très américaine, fonctionnaliste, structuraliste et on faisait tout le temps des sondages. Cela ne me suffisait pas et j'ai fait une mutation pour continuer mes études à Istanbul, dans une faculté qui me parlait davantage, l'université de Mimar Sinan. Les profs étaient féministes, on lisait Bataille, Guattari, Deleuze et d'autres. J'ai terminé là ma licence et fait mes deux années de master.

CL : *C'était une sociologie plus proche de la philosophie ?*

PS : Pas uniquement. Mais le cadre analytique était important. On faisait aussi beaucoup d'enquêtes. Par exemple, on travaillait beaucoup sur les quartiers, sur la ville, sur les réseaux, sur les groupes... Moi j'ai été dans les bordels, j'ai beaucoup travaillé sur la transformation des médias en Turquie qui sont tous partis en dehors de la ville, dans les grandes tours. Beaucoup de nos enseignant-e-s travaillaient sur la transformation de la ville d'Istanbul, la mondialisation de la capitale, etc. J'ai donc eu une autre grande université qui a joué un rôle très important dans ma formation.

Les amitiés de la rue

CL : *Donc tu en gardes un bon souvenir ?*

PS : Oui ! Mais une autre chose a compté aussi. Quand j'étais au lycée, au cœur de la ville d'Istanbul, j'avais rencontré les gens qui vivaient dans les rues. Ce n'était pas pour faire une recherche ! Je voulais une cigarette et ça s'est passé comme ça. Mais ça s'est vraiment développé très naturellement et on est devenus amis. À un moment donné, ma vie a été divisée en deux : j'étais dans les rues mais je continuais ma vie autrement. Mais c'était difficile à gérer.

CL : *Ça prenait vraiment beaucoup d'ampleur ces relations-là ?*

PS : Beaucoup. Il y avait beaucoup d'enfants avec qui j'étais amie. Après, quand tu es dans les rues, quand tu y entres vraiment, il y a de vraies amitiés... Quand j'étais à Ankara, que je revenais le week-end à Istanbul, un jour, je dormais chez ma famille, un jour, je dormais dans les rues. Je dormais vraiment dans les rues d'Istanbul. À un moment donné, toutes les rues me connaissaient. Par exemple, quand je me faisais voler mon sac, deux jours après, ça me revenait, parce qu'il y a beaucoup de connexions entre plusieurs groupes dans les rues. Tu es avec des enfants, après tu connais les autres.

Et ça se construit dans le temps, les liens. Ils m'ont vue grandir et moi je les ai vus grandir ou vieillir.

CL : Est-ce que, plus tard, tu as fait des enquêtes sur la rue ?

PS : Quand je suis devenue sociologue – je raconte cette histoire dans mon article qui est publié dans *Socio-logos* « Travailler avec ceux qui sont en marge ? »³ – j'ai décidé, pour des questions éthiques, de ne pas faire d'enquête sur mes ami·e·s qui vivent dans les rues. Parce qu'eux, ils ne veulent pas. Ils détestaient les journalistes, les sociologues ; pour eux c'était la même chose, ils entraient dans leur vie et eux ne voulaient pas. Ils voulaient garder leurs secrets qui étaient leur seule ressource. Donc j'avais dit que je ne ferai pas ça. J'ai fait plein de recherches sur la prostitution : j'ai vécu dans les bordels sans que les hommes me remarquent, les filles m'ont cachée, et j'ai écrit tout ça. Mais là, c'est elles qui m'ont demandé : « Pourquoi tu ne fais pas quelque chose ? ». Parce qu'elles ont vécu une époque terrible. En 1996, à un moment donné, la police est venue avec des nationalistes, des drapeaux, ils ont brûlé toutes les maisons, c'était devenu un lieu d'exclusion. Elles ont vécu une violence nationaliste et policière terrible. Et j'ai fait mon mémoire de master sur les transsexuels – c'est publié en Turquie, c'est le premier livre sur les questions LGBT en Turquie. Parallèlement, il y a eu une grande réunion internationale, près de la place Taksim, sur l'habitat dans le cadre d'un projet de reconstruction de ce quartier historique. Les violences contre les transsexuels avaient un lien avec ce projet. Dans mon travail, j'ai essayé de montrer les multiples facteurs qui ont contribué à façonner cette violence à l'époque : le nationalisme, l'homophobie, le patriarcat... Il y avait une volonté de changer Istanbul, une volonté de gentrification. Alors comment la police, les médias, les nationalistes ou les groupes d'intérêts ont joué un rôle ensemble, j'ai montré cela.

La torture pour n'avoir pas livré les noms d'un échantillon d'enquête...

PS : Et quand j'ai fini cette recherche, j'ai décidé de me mettre dans une recherche sur le mouvement kurde. Donc j'ai commencé à faire des entretiens avec les Kurdes, j'ai commencé en 1997, et j'ai été arrêtée en 1998.

CL : Donc très tôt... Tu avais commencé à publier quelque chose sur les Kurdes ?

PS : Rien, rien. Je faisais beaucoup d'entretiens. Ils m'ont remarquée parce que je parlais au téléphone avec eux. Je ne sais pas comment ils m'ont repérée ; ils m'ont un peu suivie, je pense. Et ils m'ont arrêtée. Ils m'ont dit : « Laisse-nous tous tes documents et ne continue pas cette recherche. Donne les noms et on va t'oublier, on va te libérer. Tu peux partir. Si on te demande, tu vas dire que tu travailles, que tu fais autre chose. »

CL : Et là tu étais à Istanbul ?

³ Pinar Selek, « Travailler avec ceux qui sont en marge ? », *Socio-logos* [En ligne], 5/2010, mis en ligne le 6 novembre 2010, consulté le 29 novembre 2017 < <http://socio-logos.revues.org/2505> >

PS : Oui. J'étais à Istanbul. Et j'ai dit : « Non, je tiens ! Pour ma recherche. Je ne donnerai pas les noms et je vais continuer ma recherche. »

CL : *Parce que si tu donnais les documents, tu donnais les noms aussi ?*

PS : Ils m'ont pris, ils m'ont tout pris !

CL : *Tous tes documents ?*

PS : Mais les noms, je ne les avais pas écrits ! J'avais écrit des noms comme ça : X, Y, Z, etc. Parce qu'ils étaient en danger... Et je ne voulais pas savoir, les noms ne m'intéressaient pas.

CL : *Ces Kurdes tu les avais interrogés à Istanbul ?*

PS : À Istanbul mais pas uniquement. Je suis allée au Kurdistan, à Ankara, au sud de la Turquie, mais je suis aussi venue en Allemagne, en France, parce que, en Turquie, je ne pouvais pas en trouver beaucoup qui étaient en guérilla. Mais je pouvais les trouver en France et en Allemagne, donc j'ai eu des contacts, je suis partie. J'avais fait une cinquantaine de longs entretiens... Et c'était une enquête qui critiquait aussi le mouvement kurde. Alors la police est venue. Ils ont confisqué des disquettes (à l'époque il n'y avait pas de clés USB, mais des disquettes). Ils ont tout pris et ils m'ont emmenée directement au poste. Et ils m'ont dit tout de suite : « Tu vas tout nous dire et on va te libérer. » J'ai dit : « Non. » Et la torture a commencé. Mais c'était... Je ne m'attendais pas à ça... Parce qu'ils ont brisé mon corps, vraiment... Je ne peux pas vous raconter parce que c'est très dur, mais ça a duré à peu près dix jours, sans dormir, et à la fin quand j'étais en prison, je ne pouvais même pas bouger mon petit doigt... Mais ça durait... J'ai commencé à bouger mon petit doigt et ma main, après huit mois de prison. Tu vois ? Et après une année, je pouvais faire ça...

CL : *Monter un peu le bras ?*

PS : Ouais... Ils m'avaient détruite. Un ou deux mois après, j'ai vu à la télévision qu'ils m'accusaient de terrorisme. J'étais en prison quand j'ai appris ça.

CL : *Oui, j'ai lu cela : tu as été accusée, ainsi qu'un autre jeune Kurde, d'avoir posé une bombe au marché aux épices d'Istanbul alors qu'il s'agissait de l'explosion accidentelle d'une bombonne de gaz, comme le montrent de nombreuses expertises. Un jeune qui aurait donné ton nom, mais qui s'est rétracté au moment du procès.*

PS : C'était un jeune Kurde pas militant et qui n'avait rien fait. Mais un ou deux mois après, tout d'un coup dans les télévisions, on voit des flashes : « Ce n'est pas un accident, c'est un attentat du PKK ! » Et ils montrent ce jeune et tout d'un coup, on voit mon image. Le lendemain, j'étais à la une de toutes les télévisions, tous les journaux. C'était trop dur, trop dur ! Je prends des positions non violentes, je suis antimilitariste et tout le monde le sait ! Mais j'étais montrée à la population comme une personne qui a tué des enfants, des gens, des civils... Vraiment ils voulaient me punir, me punir, me punir.

Le basculement vers la célébrité

CL : Comment as-tu eu connaissance de cette accusation-là ? Ce prétexte du terrorisme ?

PS : On avait la télé dans la prison et j'avais les avocats qui venaient souvent me voir. Mon père était avocat et venait me voir. Mais j'avais 250 avocats en une semaine ! Moi j'ai résisté grâce à cette grande, grande, grande solidarité. Toutes les semaines, je recevais trois ou quatre cents lettres. La Turquie, c'est comme ça : il y a la répression et il y a beaucoup de solidarité. Beaucoup. En prison, ce qu'il y a eu de génial pour moi, c'est que j'étais dans un quartier de femmes, pas dans une cellule mais dans un grand dortoir où tout le monde était prisonnier politique. La plupart étaient torturées, la plupart des filles, des Kurdes surtout, étaient violées sexuellement. Je me suis occupée d'autres femmes parce qu'elles criaient toute la nuit ! Et j'ai vécu une expérience de solidarité. Moi, je peux faire ça (lever les bras à mi-hauteur) parce qu'on me massait tout le temps : il y avait de vieilles femmes qui savaient bien masser. On se massait tout le temps dans les prisons ! J'ai appris le kurde, j'ai appris à danser, j'ai appris plein de choses ! En prison, on chantait tout le temps, on rigolait, on était très gai-e-s. Parce que quand tu résistes, tu es gai-e ; quand tu ne peux pas résister, tu es triste. Même si c'était très difficile. Par exemple, on a mené une action en prison : ils avaient construit de nouvelles prisons avec des cellules, or les prisonnier-e-s ne voulaient pas aller dans d'autres prisons. Il y a eu une grève de la faim. Ils sont venus et ont tué quarante-cinq personnes dans notre prison, avec des bombes comme ça (geste ample) ! Moi, j'étais présente. Donc ma vie est brisée, si tu veux, vraiment je peux te dire que ma vie est brisée !

Utiliser sa notoriété pour agir

CL : Comment s'est passée ta sortie de prison ?

PS : Quand je suis sortie, j'ai réfléchi à ce que j'allais faire. Je voulais continuer à être chercheuse mais, dans les universités en Turquie, il faut faire beaucoup de compromis... J'étais vraiment devenue un symbole et certaines universités osaient m'accepter malgré ça, d'autres pas. Parce que j'avais eu une certaine popularité. Quand je suis sortie de la prison, il y avait plein de monde dehors. Les gens de la rue étaient tous les jours devant la prison, dormaient devant la prison ; les filles des bordels venaient avec leurs jarretières pour protester, elles venaient dans mes procès. Mes procès sont devenus très médiatiques parce qu'il y avait toutes sortes de personnes que j'ai touchées, et elles ne m'ont pas laissé tomber. C'était une grande expérience pour moi, je pleurais de bonheur... Et les gens que j'avais touchés dans un quartier en tant que chercheuse sont tous venus me soutenir. Je ne m'attendais pas à ça. Et les journaux écrivaient : « Des gens qui ne se rencontrent jamais se réunissent dans les procès de Pinar Selek. » Même les médias ont commencé à changer leur manière de parler parce que ça touchait tout le monde.

Ma sœur travaillait, en tant qu'économiste, dans une entreprise en Turquie ; elle gagnait pas mal sa vie. On est très proches, mais très différentes. Elle a quitté son travail, a passé le concours de la faculté de droit, et est devenue avocate : mon avocate. Elle aussi a changé sa vie. Autour de moi, il y a eu une solidarité incroyable ! Et c'est ça qui m'a liée aussi.

Donc avec toutes ces expériences, j'ai dit : « Qu'est-ce que je vais faire ? » Et j'ai fait une grande rencontre en utilisant ma popularité (rires) à Diyarbakir (la plus grande ville des Kurdes dans le sud est de la Turquie). Il y avait la guerre dans l'est de la Turquie, tous les jours on se réveillait avec les informations sur des morts. Mais tous les jours... Et en regardant la télévision, j'apprends que le gouvernement voulait réunir quinze hommes très très connus, journalistes, chanteurs, acteurs, à Diyarbakir et leur faire faire du football ensemble. Alors le dialogue : football ! Alors je me suis dit : « Non ! Il faut que je fasse quelque chose ! Maintenant ! C'est moi qui peux le faire ! Parce que tout le monde m'attend, tout le monde... » J'ai des relations avec des gens qui ne peuvent pas se réunir. Donc en une semaine, j'ai organisé une rencontre qui a réuni à peu près 50 000 personnes à Diyarbakir, des gens très divers : les femmes qui nous ont accueillies là-bas et des gens célèbres, des grands journalistes, des grands écrivains, des actrices célèbres qui m'avaient écrit. Et on a fait deux choses symboliques. On a dit qu'il faut s'écouter d'abord, alors on a fait un grand débat et tout le monde a parlé. Et deuxièmement, on a planté ensemble des arbres. Il y avait plein de journalistes, on a dit : « La paix, c'est difficile : il faut creuser, il faut travailler, il faut faire des efforts ! Tu ne peux pas faire la paix avec le football, comme ça. »

CL : C'était huit jours après la grande fête organisée par le gouvernement autour du football. Et quel était le thème, l'intitulé ?

PS : « Il faut travailler la paix ». Après on était à la une de tous les journaux, de droite comme de gauche. On a attiré la sympathie. Ensuite, les mêmes femmes ont dit : « Nous voulons faire la même chose mais dans une autre ville. » Deux mois, trois mois après, on a fait la même chose avec une plus grande équipe. Deux bus, trois bus, on est allées dans un autre endroit. Après on a fait une grande rencontre à Istanbul : des Kurdes sont venus, l'université de Bogazici nous a accueillies parce qu'on réunissait des personnalités, des personnes qui ont des ressources, des capitaux. Donc on avait une ressource collective aussi. C'est là (en 2001) que j'ai créé avec mes ami-e-s l'association Amargi qui veut dire liberté. Ce n'est pas un mot turc, ni arménien, ni kurde ; c'est en sumérien et ça veut dire liberté. Avec Amargi, on a fait de grandes manifestations, très créatives. Un ou deux ans après, on a organisé une manifestation qui a réuni plus de trois mille femmes, qui a rassemblé tous les maux et les mots des femmes dans leur quartier. Elles écrivaient leurs problèmes sur des papiers qu'on mettait dans des sacs en tissus, comme les anciens. On disait qu'on était des factrices et tout le monde nous donnait un tissu, et on cousait tous les tissus.

Pourquoi ? Il y avait à l'époque une publicité à la télévision : une fille avec un téléphone portable disant « Je suis une femme libre » et elle faisait comme ça (geste un bras en l'air). Nous, notre slogan, c'était : « Nous ne sommes pas libres » (même geste). Pour montrer que nous ne sommes pas libres, on a organisé, avec deux ami·e·s, un tour de la Turquie : on a trouvé des factrices locales d'abord – on avait des relations donc c'était facile, surtout quand il s'agissait de moi. Donc on a fait un tour de la Turquie, dans quatorze villes ; les femmes ont fait un travail de collecte des paroles et des tissus, dans leur quartier, leur commune, leur ville, et ont commencé à bouger avec leur voiture.

CL : *Tout le monde donnait un tissu et vous les cousiez pour les relier ?*

PS : Voilà. Et après, on a choisi une ville, Konya, une ville peu connue au milieu de la Turquie et tout le monde a commencé à venir, par petits groupes, en marchant ou en bus. On a collecté des milliers de choses. On en a fait un livre, on a édité tout ça. Tout le monde s'est rencontré, on nous a hébergées. C'était très médiatique aussi. Nous disions : « Nous ne sommes pas libres. » Et, par exemple, les filles arméniennes nous ont écrit une chose : « Dans les rues où vous passez maintenant, on existait avant. » Elles voulaient dire : avant le génocide, nous étions là ; maintenant nous ne sommes plus... Cette action et d'autres ont contribué au développement du mouvement féministe parce qu'après, on a vu beaucoup de connivences entre les syndicats, des petits groupes, des grands groupes...

Les féminismes en Turquie

CL : *Est-ce que le mouvement féministe en Turquie a beaucoup œuvré pour dynamiser d'autres mouvements, d'autres revendications ?*

PS : Oui. Parce qu'avant le coup d'État en Turquie, la gauche révolutionnaire dominait l'espace militant, en Turquie. Tout le monde était comme Che Guevara ou Fidel Castro, il y avait les luttes armées partout, les répressions de l'État, la radicalisation des mouvements contestataires ; il y avait des grèves générales qui arrêtaient toute la vie. Ce coup d'État était organisé au niveau international, avec l'Otan, parce qu'on était juste à côté de l'Union soviétique. On attendait une révolution. Donc à cette époque-là, et jusqu'à la fin des années 1980, la création du mouvement féministe était impossible parce qu'il y avait une mobilisation de gauche qui attendait demain la révolution. Et cette gauche disait que les questions de femmes allaient se résoudre après la révolution et, quant aux LGBT, c'étaient, ce sont des perversités bourgeoises. C'était une gauche assez traditionnelle. C'était difficile pour les femmes de se sortir de ça.

Il y avait une autre difficulté pour le mouvement féministe, c'est que le kémalisme, la République, avait donné beaucoup de droits aux femmes, et la femme était le symbole de la République : la femme aux cheveux courts, en jupe courte mais pas de décolleté, assez militaire, était le symbole de la République. Et j'explique ça dans mes articles⁴, comment la Turquie était un pays très nationaliste,

⁴ <<https://pinarselek.fr/>>

très répressif, qui a usé d'une violence extrême pour la création de la nation turque. Après le génocide des Arméniens, il y a eu des massacres, et sur ces massacres on a dit qu'on allait être moderne, créer une république moderne dont la femme serait le symbole. Le premier parti féministe en Turquie a été créé en 1923. Parce que, à l'époque de l'Empire ottoman, il y avait un mouvement proféministe où il y avait les Arméniens, les Grecs, les Ottomans, ensemble. Et après les violences faites aux différents mouvements, il est seulement resté quelques Turques. Quand les kémalistes ont créé la République turque, ces femmes se sont réunies, sont allées à Ankara et ont dit : « Nous voulons créer notre parti des femmes : Parti progressiste des femmes. »

CL : *Un parti politique, pas un mouvement ?*

PS : Oui, oui, un parti politique : Parti progressiste des femmes. Mais comme les femmes n'avaient pas le droit de vote ou de faire de la politique, elles ont trouvé quelques complices, hommes. Eux ont fait la demande mais on savait que des femmes étaient les leaders. Et Atatürk était très fâché et tous les kémalistes, les fondateurs de la République, étaient très fâchés. Ces femmes ont fini comme Camille Claudel : elles ont été exclues de toutes les sphères... Alors ils ont permis la création d'une association des femmes, républicaine, donnant aux femmes la mission d'apprendre comment être républicain. En même temps, ils ont ouvert aux femmes le droit de vote par étapes, en 1923, puis le droit d'éligibilité au niveau local en 1930 et au niveau national en 1934. Et toutes les universités se sont ouvertes, etc. Tout d'un coup les femmes ont dit : « C'est Atatürk qui nous a sauvées la vie. » Et lui – Mustapha Kemal a pris le nom d'Atatürk, ce qui veut dire « le père des Turcs » – a adopté au moins dix filles : l'une est professeure des universités, nationaliste qui revendique que les Turcs sont une race supérieure ; l'autre est une médecin ; l'autre est une pilote de chasse – qui a bombardé les Kurdes... Toujours les cheveux courts et les jupes courtes, mais pas de décolleté. Elle est le symbole de la Turquie moderne. Il y a deux aéroports à Istanbul, l'un est l'aéroport de Atatürk, l'autre c'est Sabiha.

CL : *Sa fille adoptive ?*

PS : Oui. Mais les féministes de la fin des années 1980, ont dit : « Nous ne voulons pas de ce modèle et nous ne voulons pas être les militantes de gauche qui ont créé un modèle de femme "libre". » Donc les féministes ont mis en question les deux vérités dominantes. C'était un processus très révolutionnaire, je pense. Elles ont trouvé plein de tactiques d'adaptation pour se créer, pour se former. Le premier groupe féministe se forme en 1983-1984. L'État ne l'a pas pris au sérieux parce qu'il avait d'autres priorités. Mais le mouvement féministe avait une radicalité très forte parce que définissant le féminisme à partir de la critique du nationalisme et du refus du militarisme. Il pouvait articuler le patriarcat aux autres systèmes de domination. Donc les nouveaux mouvements : LGBT, antimilitariste, écologiste, social, etc., se sont tous développés autour du mouvement féministe, initiateur d'un nouveau cycle

de contestation et incubateur d'un nouveau registre d'action, de mobilisation, d'un nouveau répertoire... Les féministes avaient de multiples engagements : dans le mouvement féministe, mais aussi pour les droits humains, contre les prisons aussi, parce que c'était des ex-militantes de gauche en général – même si elles étaient critiques, elles étaient dans les solidarités. J'ai grandi à cette époque-là, quand le mouvement féministe était en train d'émerger.

L'acharnement sur la personne de Pinar Selek

CL : *Toutes ces actions ont eu lieu dans ces grandes villes turques et kurdes et tu as été enlevée peu de temps après...*

PS : Ah oui ! Alors, je résume : je suis sortie [de prison], j'ai continué à organiser de grandes actions de mobilisation, j'étais en train de co-crée avec mes amies une association féministe et j'écrivais dans des journaux et mes livres. Donc, j'étais devenue dangereuse et ils m'ont enlevée. Un jour où je marchais seule, des types sont venus et m'ont emmenée dans un endroit... Ils ne m'ont pas violée, mais agressée sexuellement. Et ils m'ont dit : « Tu arrêtes tout sinon on va te tuer ! » Et ils m'ont dit plein de choses sur ma vie privée, des menaces... Je suis sortie et ils m'ont laissée comme ça. Après, j'ai fait une déclaration de presse, je n'ai pas reculé, j'ai continué. J'ai raconté. Mais j'ai vécu plein de choses comme ça, plein de types d'agression. Quand j'ai été acquittée en 2006, j'avais publié sept livres qui se vendaient bien. Mes recherches, je les ai toutes travaillées, je les ai filmées. En même temps, j'écris des contes pour enfants, des contes de fées et je suis aussi connue comme conteuse – ils se vendent très bien mes livres de contes en Turquie, tu vois. Alors ils ne pouvaient pas me catégoriser non plus parce que je touchais beaucoup de personnes.

CL : *Ils ne manquaient pourtant pas d'imagination pour s'acharner sur toi...*

PS : Ah ! Un jour, j'achète un journal comme *Le Figaro*, un grand journal mais de droite. Je suis à la une ! Le leader du PKK me demande en mariage ! C'est pas vrai ! Parce qu'ils ne touchaient pas à mes livres, ils n'interdisaient pas mes livres. Mais ils voulaient toujours me cramer les ailes, me mettre en avant pour que mes collègues aient peur de moi... Quelquefois mes collègues me disaient : « On veut t'inviter mais on ne veut pas faire beaucoup de bruit. » Quand je sentais cette peur, je disais : « Non. Il faut être avec moi ! Clairement ! » Mais certains universitaires osaient m'inviter, en particulier dans mon université [où Pinar a étudié à Istanbul] qui a toujours été de mon côté. Dès le premier jour, les enseignant-e-s étaient toujours présent-e-s à mes procès, écrivant au juge de grands témoignages de soutien... Donc j'ai senti cette solidarité. Mais il y avait aussi beaucoup...

CL : *De peur ?*

PS : De peur. Mais ils voulaient m'inviter parce que j'étais quand même...

CL : Connue.

PS : Parce que c'était « in », c'était quelque chose de « in » aussi.

CL : On s'est servi de ton image aussi...

PS : J'étais fragile en même temps parce que l'État jouait beaucoup avec moi, avec ma féminité aussi : ils mettaient mes photos les plus sexy, toujours. Et surtout avec le soi-disant mariage avec Öcalan, le leader du PKK qui est dans les prisons. Il m'avait soi-disant envoyé un message de mariage et je n'aurais dit ni oui, ni non... Avec une photo de moi avec un décolleté comme ça ! Dès le lendemain, j'ai eu des vraies attaques fascistes, nationalistes. Parce que j'étais devenue la fiancée d'Öcalan ! Tu peux imaginer ! C'était très difficile de continuer mais j'ai dit que j'allais rester en Turquie jusqu'au bout, j'ai décidé ça, jusqu'à...

CL : C'était en 2006, et pendant ce temps, ton procès continue...

PS : Oui, j'ai été acquittée, mais le procureur a fait appel. J'ai été quatre fois acquittée ; à chaque fois le procureur faisait appel. Et la Cour de cassation voulait la prison à vie. Et quand j'étais en prison, on voulait la condamnation à mort, parce qu'il y avait la peine de mort à l'époque ! Alors je ne savais pas quoi faire (rires) ! J'ai passé une période assez difficile mais j'étais dans mon pays quand même, je connaissais tout le monde...

CL : Donc tu voulais rester...

PS : Je voulais rester ! J'écrivais beaucoup, je faisais mes recherches. J'étais très productive et j'avais beaucoup d'ami·e·s avec qui discuter. Notre revue féministe, *Amargi*, se vendait à 3000 exemplaires tous les trimestres. Donc je me sentais bien et je ne voulais pas partir. Jusqu'à la décision de la Cour de cassation⁵, ils ont écrit dans leur décision : « Elle doit être emprisonnée, avec isolement jusqu'à la fin de sa vie. » « Isolement total pour qu'elle ne fuit pas. » Parce que quand la cassation décide, ils ne peuvent pas m'arrêter : il faut qu'ils envoient la décision à la Cour d'assises. Seulement le procureur, cette fois, a dit : « Il faut la mettre en garde à vue provisoirement parce que la peine est très lourde. » Quand on a su cette décision, on m'a dit : « Tu dois partir très vite, aujourd'hui, demain ! On ne peut pas attendre jusqu'à ce que le dossier arrive. » Et je suis partie dans les deux jours...

L'exil : toute sa vie dans une seule valise...

PS : En 2009... C'était trop dur ! C'était vraiment trop dur ! Mais je suis partie comme ça. Dans une valise, il ne faut pas prendre beaucoup de choses ; une valise pas trop grande pour rester discrète... Qu'est-ce que tu peux mettre dans une valise ? Tu as ta vie... J'ai mis les photos de ma mère que j'avais perdue d'une crise cardiaque. Et je suis partie en Allemagne.

CL : Et pourquoi en Allemagne ? Tu parlais allemand ?

PS : Non, non, pas du tout. Moi j'étais allée dans une école française. Je suis allée en Allemagne parce que j'avais là-bas, à Berlin,

⁵ Par représailles, à la suite de son attitude résistante en prison et face à la torture, Pinar Selek a été accusée, à tort, d'avoir posé une bombe le 9 juillet 1998 sur le marché aux épices d'Istanbul. Depuis, son procès s'éternise et alterne épisodes où elle est acquittée et procédures où est contesté cet acquittement. Elle est de nouveau acquittée en 2008, mais le procureur fait appel auprès de la Cour de cassation qui casse le verdict, ce qui l'oblige à quitter la Turquie en 2009.

un ami français très proche, qui a vécu à Istanbul, qui dormait chez nous ; il est comme mon frère. Je ne voulais pas être dans un endroit politique, je me sentais très mal et je voulais aller chez un proche qui ne va pas me poser de questions.

Il y a une fondation qui accueille les écrivains en exil, « *writers in exile* ». Et il y avait une autre fondation à Istanbul, la fondation Heinrich Böll, qui me connaissait bien, qui m'a contactée ; ils m'ont dit : « Tu es invitée. » Mais ce n'était pas à Berlin, c'était près de Cologne. Je suis allée vivre quatre mois, là-bas, et j'ai commencé à écrire mon roman *La Maison du Bosphore*. Et après, le Pen club m'a invitée et m'a offert une bourse et un appartement à Berlin pendant deux ans. Le Pen club est une grande organisation d'écrivains internationale, ancienne, qui promeut une solidarité envers les écrivains du monde entier. Ils m'ont dit : « Tu peux y vivre 10 ans si tu veux. » Mais je croyais, à cette époque, que l'exil allait durer très peu... ou pas très longtemps. Donc je ne voulais pas demander l'asile politique, je ne voulais rien demander. Je me disais que j'allais partir dans trois mois, quatre mois, quand le procès allait finir, donc je n'ai pas appris l'allemand. J'écrivais mon roman ; j'étais invitée partout et j'avais toujours des traducteurs, je me débrouillais avec l'anglais. Et quand j'ai compris que l'exil allait durer longtemps, alors j'ai décidé de venir en France. J'ai dit : « Je ne peux pas aller à ma langue maternelle alors je peux aller à ma langue d'enfance. » Et comme je connaissais beaucoup de chansons, beaucoup de chanteurs : Boris Vian, Brassens, Brel, Piaf, je savais les chansons même. J'avais lu beaucoup de romans aussi, comme j'étais dans une école française. Je trouvais que c'était bien d'aller dans une ville où tu connais les chansons et la littérature. Tu vas comprendre de quoi on parle autour de toi. Et aussi j'aimais bien la cuisine et je préfère le vin à la bière, si tu veux (rires) !

CL : *Plein de bonnes raisons !*

PS : Voilà ! Et je voulais vraiment m'investir dans des choses, je voulais travailler, je voulais vraiment construire. Je ne voulais pas être une passagère, je voulais faire partie de la vie. Je voulais faire pousser mes racines. Donc je suis venue...

Mon cœur ne sait pas encore parler français

CL : *Et il y avait un Pen club en France ?*

PS : Le Pen club, oui, il y en a, mais sans subventions de l'État, à la différence de l'Allemagne, du fait de son histoire. Donc je suis venue, mais sans bourse, sans appartement. Je me suis inscrite à l'université de Strasbourg, en thèse, en me disant que je pouvais avoir les papiers comme ça. Et j'ai écrit un projet de thèse qui a été bien perçu ; j'avais trouvé quelques contacts, donc j'ai commencé comme il faut.

CL : *Et tu as eu une allocation ? Tu as eu une bourse de thèse ?*

PS : Non, je ne savais pas comment faire ça.

CL : Comment tu as fait pour vivre alors ?

PS : J'avais fait des économies en Allemagne et ma sœur m'aidait, mon père aussi.

CL : Tu restais en lien avec eux alors ?

PS : Tout le temps ! Avec ma sœur, on est très proches. Et en Allemagne, mes livres ont été traduits peu après mon arrivée, donc j'étais invitée partout. En Allemagne, quand on t'invite, on te paye. Donc j'avais mis de côté pas mal d'argent. Après, de Strasbourg, j'y retournais pour donner des conférences quatre fois par mois, comme ça je collectais l'argent pour mon loyer. Et je voulais être autonome, mais c'était difficile. Et j'ai commencé à écrire cette thèse, sur les transformations de l'espace militant en Turquie. Sur la création d'un nouveau cycle de contestations et les possibilités et les effets de convergence des mouvements contestataires sous la répression. J'ai fait de nombreux entretiens sur Skype et j'ai écrit cette thèse en un an et demi, ce qui n'est pas mal ! Parce que je connaissais le sujet, que je travaille beaucoup et que je dors peu... Je dors très mal parce que je souffre, donc ça me donne envie de travailler. Mon seul problème, c'était le français. J'ai soutenu en mars 2014. Mais il y a des gens qui m'ont vraiment aidée : des amis dans mon université, des sociologues et des politologues que j'ai trouvés solidaires. Notamment Isabelle Sommier. Parce que je n'avais pas de repère, je ne savais rien des débats qui se font en France sur les mouvements sociaux. Alors ils m'ont orientée, ils m'ont aidée à conceptualiser mon terrain, à me situer dans les débats qui se sont faits aussi en France.

C'était difficile parce qu'il fallait que je construisse ma vie. Mais il y a eu deux choses très importantes. D'abord, l'université de Strasbourg a fait preuve d'une solidarité exemplaire. Certain-e-s collègues étaient plutôt dans la solidarité professionnelle. Mais en plus, un grand nombre de personnes à l'université de Strasbourg ont créé le « Comité de soutien universitaire pour Pinar Selek ». Il y avait tous les syndicats dedans, il y avait la présidence dedans, les labos, les organisations étudiantes, les syndicats étudiants Unef, etc. Tout le monde y était et se réunissait une fois par mois. Et en 2013, nouveau coup dur dans mon procès en Turquie depuis 1998. Jusqu'en 2013, j'avais toujours été acquittée. Un soir, ils font une sorte de coup d'État et changent la procédure. Le président du tribunal tombe malade, ils mettent des nouveaux juges, ils font un procès, une audience imprévue et me condamnent à perpétuité ! La première condamnation que j'ai eue, j'étais à Strasbourg en 2013. Et le lendemain, on apprend ça : la Turquie demande mon extradition, ils demandent à Interpol de me mettre sur la liste rouge. Et le président de l'université, grâce à tous les syndicats et tous les comités, a dit : « Si vous voulez toucher à Pinar Selek, il faudra d'abord que vous m'atteigniez. Pinar est en exil académique ; personne ne peut s'attaquer à elle ! » En ce temps-là, j'étais devenue docteure *honoris causa* à l'ENS de Lyon et Alain Beretz, le Président de l'université de Strasbourg, m'a accompagnée et a fait un petit discours. Il a dit que

« L'Université de Strasbourg a résisté à l'époque de l'Occupation, et c'est Clermont-Ferrand qui nous a accueillis. Si telle est notre histoire, alors il faut être avec Pinar Selek ! » C'était génial ! Alors j'ai vécu ça aussi...

Après, j'ai fini ma thèse, mais avec ce truc d'Interpol, je ne pouvais pas aller en Allemagne. Alors, j'ai demandé l'asile politique et je l'ai obtenu tout de suite.

CL : *Tu l'as obtenu tout de suite ?*

PS : Tout de suite. Grâce à l'université, grâce à toutes les solidarités de Strasbourg. Et maintenant je suis réfugiée politique. Mais j'ai demandé la nationalité française⁶; maintenant j'attends...

CL : *Tu as toujours ta nationalité turque ?*

PS : Oui, ça va être double nationalité. Mais quand tu es réfugiée politique, c'est difficile de bouger. Quand tu vas quelque part, tout le monde passe, moi j'attends parce que c'est écrit réfugiée sur mon passeport.

CL : *La mobilité est compliquée. Et est-ce que tu as été inquiétée depuis que tu es en France ? Est-ce que tu as eu des menaces ?*

PS : J'ai eu de grandes menaces et de sérieuses attaques, avec des pistolets. Certains sont entrés dans la maison à Strasbourg, très menaçants. Autre exemple, les nationalistes écrivent parfois des choses fausses. Quand j'ai publié mon livre sur les Arméniens, ça a recommencé : ils ne m'oublient jamais.

CL : *Tes livres, ils sont traduits en plusieurs langues ? Tu m'as dit en allemand ?*

PS : En italien, en allemand et en français. Et le livre arménien, il est traduit en arménien aussi. J'étais allée en Arménie, ils m'ont bien accueillie. C'était important pour moi que les Arméniens aiment ce livre.

CL : *Et ce livre sur l'Arménie, qui est un peu autobiographique, est-ce que tu l'as écrit en français cette fois-ci ou en turc ? Parce que La maison du Bosphore tu l'as écrit en turc et il a été traduit ?*

PS : En général, j'écris les articles en français. Ma thèse, je l'ai écrite en français. Mais quand il s'agit de mon cœur, mon cœur ne sait pas encore parler français, si tu veux. Alors quand j'écris de la littérature, j'écris en turc. Ce livre arménien, je l'ai commencé en français, parce que je me suis dit que j'enseigne en français, je donne des conférences en français, donc je peux le faire. J'ai commencé mais, au bout de la quatrième page, ma main a continué en turc. Elle ne m'a pas écoutée, elle a continué toute seule ! Tu vas voir, c'est très intime le livre.

Et maintenant, il faut que je construis ma vie. Je sais que je suis maintenant en France, que ça va durer encore longtemps. Et j'aime ce pays, si tu veux. C'est-à-dire que le pays, ce n'est pas seulement la nation ou l'État-nation. C'est aussi l'espace où tu peux créer des choses avec d'autres. Ici j'ai des ami-e-s que je connais depuis des

⁶ Pinar Selek a demandé la nationalité française fin 2014 et l'a obtenue en 2017.

siècles ! Je suis dans la construction, c'est-à-dire dans les luttes, les associations, les projets, les initiatives collectives... Donc je ne crois pas que je vais quitter ce pays... Et même si les portes s'ouvrent, ça va être une violence pour moi de quitter ce lieu. Parce que tes racines poussent... Je crois que j'aurai deux pays ; c'est comme ça que je vais trouver mon chemin.

CL : *On voit ça dans ton livre, La maison du Bosphore : l'évolution du rapport à l'exil. Hassan, qui était content de partir, qui était peut-être l'exilé depuis l'enfance, évolue lui aussi à un moment donné. Le rapport à l'exil change, et j'imagine qu'aujourd'hui, tu vis cet exil encore différemment : ce livre a déjà trois ans...*

PS : Oui, oui. Je suis en train d'écrire un autre livre, un autre roman, qui me rend heureuse. C'est ce que je veux faire dans la vie : écrire des romans. Mais il faut aussi gagner sa vie ! Et j'aime enseigner, faire des recherches. Donc je suis aussi à l'université qui me protège car mon procès continue...

Sociologue et militante

CL : *En effet, ton procès n'est pas clos...*

PS : On attend la décision de la Cour suprême. En espérant qu'ils ne renvoient pas à la cassation comme à chaque fois...

CL : *Comment fais-tu cette intrication entre toutes tes vies de militante, de femme de lettres qui écrit des romans depuis longtemps déjà, et de sociologue ? On voit bien que tout ça est très lié, que ça fait un tout. Est-ce que quand tu es sociologue tu es aussi militante ?*

PS : J'ai écrit une longue introduction à ce sujet dans ma thèse sur l'espace militant en Turquie dont je faisais partie. Être militante ne m'empêche pas d'être objective parce que je ne crois pas à la neutralité. Si tu crois que tu es neutre, tu n'es pas objectif parce que tu ne t'analyses pas bien, tu ne fais pas d'auto réflexion, pas d'autoanalyse. Être militante m'oblige à me questionner plus parce que je veux être objective donc je me questionne davantage. Je me remets en question tout le temps. D'abord j'ai écrit, j'ai mis de côté ce que je pense, tous mes *a priori*, ce qui représente deux ou trois cahiers. Ensuite seulement j'ai posé les questions de recherche. Et à la fin de mes recherches, j'ai vu que j'avais appris plein de choses. Maintenant, je ne pense pas la même chose. Donc, j'ai pu changer, tu vois, on peut apprendre d'une recherche. Je ne suis pas neutre, mais je peux être objective en faisant une autoanalyse et en me dévoilant au début de mes recherches. En disant que je regarde à partir de cette fenêtre. Il faut se questionner soi-même, pas seulement écrire bien. Il faut s'asseoir sur une position éthique et être franche avec soi-même.

Être en même temps militant-e, écrivain-e, sociologue ? À l'époque de la Renaissance, plein de gens étaient mathématiciens, poètes, et astrologues... Faut-il une spécialisation dans tous les domaines ? On nous cloisonne, on nous cloisonne la vie. Tu veux comprendre,

tu veux réfléchir, tu veux analyser ? Tu fais de la sociologie. Et tu veux crier, tu veux t'exprimer autrement parce qu'il y a une complexité de la réalité, on ne peut pas expliquer seulement les choses, il faut comprendre, il faut quelquefois décrire, il faut se révolter... Tu vois d'autres dimensions, par des fenêtres différentes, et quand tu te révoltes, tu rentres dans la réalité. Quelquefois ça t'empêche de voir des choses parce que tu es tellement dedans ! Mais tu apprends beaucoup de choses sur le processus de résistance parce que quand tu commences à résister, d'autres processus se déclenchent qui n'étaient pas visibles avant.

Les blessures laissent des traces

Moi j'ai beaucoup de chance en tant que personne, parce que j'ai grandi dans un environnement où il y avait des personnes très chouettes et très aimables. Donc toutes ces horreurs ça devient supportable grâce à des liens sociaux et des amitiés, parce que tu peux te situer dans le grand tableau aussi. Tu vois que ce n'est pas très personnel. C'est plus difficile quand tu vis une violence ou un problème dans le privé. Si tu dis que c'est politique, il faut le situer. Ce que je vis, c'est un problème politique mais le vivre face à l'État, quelquefois c'est plus facile. Tu te dis que tout le monde le vit aussi parce qu'il y a du monde dans les prisons, tout le monde crie (rires). Donc c'est plus facile à surmonter. Même si le degré de violence... Je te dis... Vraiment. Moi, je suis une nageuse. Ma mère disait : « Tu as su nager avant de savoir marcher ! » J'ai grandi à côté de la mer, devant la mer, dans la mer. Et je n'ai pas pu nager quand je suis sortie [de prison]. Maintenant je nage mais plus comme avant. Tu vois, ils ont brisé mon corps, ma vie. Maintenant, il faut que j'apprenne tout, il faut que je reconstruise tout. Même à l'université, il faut que je découvre les revues scientifiques qui existent. Il faut que je publie... Mais j'ai 46 ans quand même. À un moment donné, tu veux aller plus loin, tu veux produire plus, tu veux écrire plus, tu veux te concentrer plus. Mais je n'ai pas la force de recommencer. Nietzsche disait : « Tout ce qui ne me tue pas me rend plus fort. » Oui, mais ce n'est pas tout à fait vrai. Je me sens beaucoup plus fatiguée et fragile qu'auparavant, et pas seulement du fait de l'âge. Les blessures vécues laissent des traces...